

CENTRES D'EXCELLENCE AFRICAINS (CEA)

PRCÈS-VERBAL DE LA DIXIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE DU PROJET DE CENTRES D'EXCELLENCE AFRICAINS (CEA)

15 mai 2017

InterContinental Hotel, Lagos, Nigeria

MEMBRES PRÉSENTS

1. Prof. Abubakar Adamu Rasheed (Président, NUC, Nigeria)
2. Prof. Salifou Ouiminga (Burkina Faso)
3. Prof. Jean-Claude Codjia (Benin)
4. Prof. Serge Nana Engo, Représentant Prof. Marcel Fouda (Cameroun)
5. M. Yaya Sireh Jallow (Gambie)
6. Prof. Mohammed Salifu (Ghana)
7. Dr. Joshua Atah (Nigeria)
8. Prof. Aminata Sall Diallo (Sénégal)
9. Prof. Messanvi Gbeassor (Togo)
10. Prof. Zasseli Biaka (Côte d'Ivoire)
11. Dr. Amos Gyau (FARA - Agriculture)

MEMBRES ABSENTS

1. Prof. Fulgence Nindjin (Côte d'Ivoire)
2. Dr. Emmanuel Barry (UEMOA)
3. Dr. Didier Acouetey (Secteur privé)
4. Prof. Tewfik Nawar (Santé)

NON MEMBRES PRÉSENTS (OBSERVATEURS)

Banque mondiale & AUA

1. Mr. Andreas Blom (Chef d'équipe, Banque mondiale)
2. Mme Himdat Bayusuf (Spécialiste en Education, Banque mondiale, World Bank)
3. Dr. Ekua Bentil (Spécialiste en Education, Banque mondiale)
4. Dr. Moustapha Lo (Banque mondiale, Sénégal)
5. Mme Aisha Garba (Banque mondiale, Nigeria)
6. Mrs Olufunke Olufon (Banque mondiale, Nigeria)
7. Prof. Etienne Ehilé (Secrétaire Général, AUA)

8. Prof. Jonathan Mba (Coordinateur, Projet CEA)
9. M Maxwell Amo-Hoyte (Directeur des Finances, AUA)
10. Mme Nodumo Dhlamini (Directrice des TIC et de la gestion des connaissances, AUA)
11. Mme Adeline Addy (Chargée de S & E, AUA)
12. M. Abednego Corletey (Chargé d'approvisionnement/des TIC, AUA)
13. Mme Gabrielle Hansen (Assistante responsable de projets, AUA)

Experts

1. Prof. Michelle Niescierenko (Expert en santé)
2. Prof. Hadiza Galadanci (Expert en santé)
3. Prof. Raphael Wahome (Expert en agriculture)
4. Gen. Xavier Michel (Expert en STIM)
5. Prof. Mamadou Diallo (Expert en STIM)

Les CEA

1. Prof. Ogbonna Joel, (Centre Leader, CEFOR, Nigeria)
2. Prof. S.S. Maimako, (Vice Chancellor, ACEPRD, Nigeria)

ACE II

Dr. Eugene Mutimura, (Coordinateur du ACE II, Uganda)

ALLOCUTIONS DE BIENVENUE

1. Professeur Abubakar A. Rasheed, Secrétaire exécutif de la Commission Nationale des Universités (NUC) du Nigéria et Président de séance a déclaré ouverte la dixième réunion du Comité de Pilotage (CPP). Dans son allocution de bienvenue, Professeur Etienne Ehilé, Secrétaire général de l'AUA, a mis en exergue certaines initiatives réalisées dans le cadre du projet depuis la dernière réunion, notamment la redéfinition de certains Indicateurs liés au décaissement (ILD), et a fait remarquer que dans l'ensemble, des progrès significatifs ont été enregistrés. Il a toutefois ajouté que certains centres ont réalisé une faible performance pour diverses raisons dont les difficultés liées à la gouvernance. Il a souhaité des délibérations fructueuses aux participants en espérant que des décisions soient prises concernant les CEA qui ont enregistré une faible performance.
2. M. Andreas Bloom, Chef de l'équipe de travail du projet CEA (TTL) a félicité les membres pour leur participation constante aux réunions, ce qui est une preuve évidente de leur engagement envers le projet et ses objectifs. Il a également salué le rôle que jouent la NUC et l'AUA dans la mise en œuvre harmonieuse du projet. M. Bloom a affirmé que, malgré les défis, des progrès ont été réalisés dans le domaine de la mobilité des étudiants, de l'intégration régionale et de l'expansion du projet, ainsi que dans la génération de revenus et l'amélioration de l'environnement d'apprentissage, entre autres. Le projet est néanmoins confronté à un certain nombre de défis dont les problèmes de gouvernance, la faible utilisation des fonds du projet et la lenteur de la mise en œuvre du projet. M.

Blom nourrit l'espoir que les discussions objectives qui auront lieu lors de cette réunion poseront des jalons solides d'un avenir radieux pour le projet. Il a également noté que certaines agences avaient exprimé leur intérêt à soutenir le projet CEA.

3. Le président de séance a fait remarquer qu'il fallait faire preuve de prudence malgré les progrès satisfaisants : les questions de durabilité devraient être prises en compte et, par conséquent, il invite le Comité à revisiter la proposition relative aux mesures d'incitation. Toutefois, cette proposition devrait être mise en œuvre de manière à ce qu'elle soit durable afin que le projet ne se détériore pas à la fin du financement de la Banque mondiale. Il a demandé aux universités de s'approprier le projet et fait remarquer qu'il était essentiel que les présidents et recteurs d'universités intensifient leurs engagements vis-à-vis du projet. Le président a par ailleurs noté que les partenariats entre les universités impliquées dans le projet n'est pas encourageant et a appelé à une plus grande collaboration dans le but d'améliorer la mobilité des étudiants et des enseignants. L'Université Ahmadu Bello (ABU) du Nigéria et l'Université Gaston Berger de Saint Louis (UGB) du Sénégal ont été citées comme des cas d'école à cet égard. Il a félicité les experts pour leurs engagements en termes de temps et d'expertise.
4. Le président a également exhorté les gouvernements à accroître leur soutien au projet tout en notant la forte participation de la Banque et de l'AUA dans tous les aspects du projet dans les divers pays. Il a insisté sur le fait que les chefs de centre promus à de nouvelles fonctions devraient entièrement quitter la direction des centres. Ces anciens chefs de centre peuvent continuer à jouer un rôle dans leurs centres respectifs mais pas directement dans la gouvernance. Il a enfin ajouté que le CPP devrait être très ferme et clair sur les questions de gouvernance.

Adoption du programme de travail

5. Le président de séance a présenté le programme de travail de la réunion pour examen et adoption. Le programme a été modifié pour permettre aux experts de présenter leurs rapports sur la mission de supervision menée dans certains CEA (voir annexe 1).

LES RAPPORTS D'EXPERTS SUR LES CEA

6. **CEA SANTÉ:** Les experts ont indiqué que des progrès significatifs ont été réalisés au cours de la période de revue de six mois. Ces progrès comprennent entre autres l'introduction de 19 nouveaux programmes de masters et de 15 nouveaux programmes de doctorat; la mise en place de laboratoires bien équipés; des publications de qualité; l'attribution de bourses de recherche parrainées par de grands donateurs comme DELTAS et le Ministère de la Défense des États-Unis; 4 programmes accrédités à l'échelle internationale à WACCBIP, 2iE, MITIC et CETIC, tandis que d'autres sont en cours d'approbation; l'amélioration du processus d'approbation; les universités hôtes bénéficiant de la

connexion internet et d'autres installations du projet; et l'appropriation du projet par les universités hôtes. Toutefois, des difficultés par rapport aux relations avec l'industrie persistent. Les industries appropriées pour les activités des CEA dans les pays concernés ne sont pas bien développées et dotées de suffisamment ressources.

Il a été recommandé d'explorer la possibilité de renforcer les systèmes nationaux de santé par le biais du projet CEA. Une attention particulière devrait être également accordée au recrutement d'étudiants régionaux, à la visibilité aux niveaux national et régional, à la communication des résultats et des expériences, et au soutien des étudiants (en particulier aux étudiants régionaux).

7. **CEA STIM:** La mission a rapporté que des progrès significatifs avaient été réalisés au cours des six derniers mois. Les centres ont pris des mesures pour répondre à toutes les questions soulevées au cours de la dernière mission de supervision et sont prêts pour la mise en œuvre du projet. Des efforts ont été entrepris en vue de travailler avec l'industrie et des progrès réels ont été réalisés dans le recrutement des étudiants régionaux. Les experts ont noté que la capacité de recherche serait clé pour attirer la participation régionale dans le projet. Il existe toutefois des défis relatifs à la mutation des responsables de centres et la perte d'élan qui en résulte avec l'arrivée à bord de nouveaux dirigeants.

8. **CEA AGRICULTURE:** Les experts se sont réjouis du déroulement des cours de courte durée qui, selon eux, constituent un important vivier pour l'industrie; d'excellentes approches d'apprentissage sont adoptées entraînant des progrès mesurables; la plupart des programmes ont été accrédités sur le plan national et le processus d'accréditation internationale a été lancé; l'apprentissage et le partage d'expérience ont été encouragés entre les CEA agricoles et deux réunions conjointes ont été déjà organisées à cet effet. Il existe cependant des défis liés à la définition de certains ILD. Il est également important de promouvoir la vision du projet CEA auprès de l'équipe du projet et des partenaires; officialiser la relation avec les institutions partenaires; et remédier aux signes apparents de fatigue.

9. **Commentaires généraux:** s'agissant de l'accréditation, le Président a fait savoir que l'accent doit être plutôt mis sur la pertinence des programmes et non sur le nombre. Il est également nécessaire de s'assurer de la durabilité des nouveaux programmes. Il s'est félicité de l'introduction de 87 nouveaux programmes dans les domaines des STIM, de l'agriculture et de la médecine et a conclu que si tous les programmes évoluent bien dans le temps, le projet atteindra son principal objectif à savoir renforcer la recherche approfondie dans nos universités. En ce qui concerne la collaboration entre les CEA et les universités, le président a parlé de la nécessité d'organiser des réunions parallèles lors des ateliers annuels afin d'établir des liens de coopération et des relations plus étroites

entre les CEA. Ceci conduira a-t-il ajouté à une plus grande mobilité des étudiants et des enseignants.

Mesure à prendre : NUC doit transmettre à la BM/l'AUA tous les programmes qui ont été présentés pour accréditation tout en indiquant ceux qui ont été déjà approuvés.

DÉCAISSEMENT & UTILISATION DES FONDS

10. Les données disponibles ont montré une faible absorption des fonds par la majorité des CEA avec des pourcentages aussi bas que 5%. Des centres comme WACCBIP (Ghana) et ZiE (Burkina Faso) ont enregistré des taux supérieurs à 30%. Il a toutefois été noté que les décaissements de nombre de centres n'ont pas encore été effectués pour certains résultats liés aux décaissements (RLD) réalisés.

11. Il a été relevé au cours des discussions que les défis liés au décaissement pouvaient être largement attribués aux problèmes de gouvernance, aux problèmes de communication entre la BM et les CEA; aux problèmes de flux de trésorerie, aux lourdeurs administratives comme dans le cas de la Côte d'Ivoire (CI), aux retards dans la vérification des résultats et à la complexité et le retard du processus de passation de marchés.

Il a été convenu que l'amélioration dans l'utilisation des fonds serait une priorité essentielle pour le projet. En outre, il a été noté que beaucoup de fonds ont été engagés et sont en voie d'acquisition. Il a été convenu d'examiner les IFR d'août 2017 et le problème de l'utilisation des fonds lors de la prochaine réunion du CPP.

RÉSULTATS DU PROJET ET VÉRIFICATION

12. Le résumé des résultats obtenus au cours de la période en revue a montré des progrès positifs dans la réalisation des objectifs annuels. Les résultats obtenus à la fin du premier semestre, notamment l'augmentation des effectifs, l'établissement des partenariats, l'intégration régionale du projet et la recherche, ont largement dépassé les objectifs annuels. Néanmoins, les résultats obtenus dans le domaine de la génération de revenus externes et des stages n'étaient pas encourageants. En ce qui concerne l'accréditation, des progrès considérables ont été réalisés. Ainsi tous les programmes des CEA nigériens ont reçu une accréditation nationale. WACCBIP et CEA-MITIC accréditent deux programmes et le CETIC reçoit une accréditation internationale pour 6 programmes.

Suite à la vérification des résultats pour 2014

13. Suite à la vérification des résultats au titre de 2014 - 2015, les CEA ont reçu SDR 23, 899,700, soit 27% du montant total qui leur est alloué. Les allocations ont été faibles pour

les revenus externes, la passation de marchés, l'enseignement et l'environnement d'apprentissage, l'accréditation, les inscriptions et les stages, respectivement. Des améliorations ont été apportées au processus de vérification en fonction des commentaires reçus au terme du premier exercice.

14. Au cours des discussions, les membres du CPP ont fait remarquer que la faible inscription aux programmes de doctorat pourrait être due au coût. En effet, les programmes de doctorat sont plus coûteux que les programmes de masters et d'autres cours de courte durée. L'octroi de subventions pourrait être une solution. Il a été recommandé qu'à l'avenir, les résultats des inscriptions soient désagrégés selon les programmes (programme de doctorat, de masters et de cours de courte durée).
15. Il a été observé que l'accent mis sur la génération de revenus pourrait nuire à l'orientation du projet. Il a été proposé qu'une stratégie bien définie sur la façon dont les différents gouvernements peuvent assurer la durabilité des projets soit mise en place.
16. S'agissant de la vérification, des suggestions ont été faites pour qu'elles s'effectuent au niveau national, car la méthodologie actuelle est défectueuse à maints égards.

SITUATION FINANCIÈRE DU PROJET

17. Le rapport financier a été présenté par le directeur des finances de l'AUA. Il a mis en exergue les diverses sommes déboursées au cours des six derniers mois, y compris le financement de la dernière réunion du CPP en novembre 2016 à Abidjan, en Côte d'Ivoire les missions de supervision, l'exercice de vérification, les salaires du personnel et le Fonds Régional de bourses d'études et d'Innovation du Partenariat pour les compétences en Sciences Appliquées, Ingénierie et Technologie - (PASET-RSIF).
18. Le CPP a noté que le rapport financier a montré les mêmes tendances que le rapport précédent : le fonds alloué au renforcement des capacités n'a pas été utilisé alors que celui des imprévus a été dépassé. Il faudrait également actualiser les informations sur les rémunérations du personnel. L'AUA a expliqué que pour le renforcement des capacités, les besoins devaient être discutés avec les CEA lors du prochain atelier. Dans le cas des imprévus, il a été noté que l'allocation de 2017 est inférieure à celle de 2016 et qu'une part importante de cette allocation vise à soutenir le projet PASET-RSIF.
19. Le CPP a noté la nécessité de gérer le budget de l'Unité de Facilitation Régionale de façon conservatrice dans les années restantes du projet, compte tenu du taux d'utilisation élevé jusqu'à présent. Toutes les dépenses du projet ont été utilisées pour des activités importantes telles que la vérification des résultats, l'assistance technique pour soutenir la mise en œuvre des CEA et les SE agrégés et les communications. Un soutien supplémentaire au PASET est également une

nouvelle dépense importante du projet CEA. PASET vise à établir la durabilité du projet grâce à un fonds de bourses d'études financé par les gouvernements pour des études supérieures où les étudiants seraient admissibles à s'inscrire dans les centres CEA. En conséquence, une position claire en faveur des activités de PASET a été recommandée plutôt que d'avoir des éléments de ligne ad hoc liés à PASET. Le CPP a accepté d'allouer un montant de 150 000 USD des fonds de l'URF au profit du PASET. Le projet CEA soutient les coûts initiaux liés au projet PASET pour la mise en place de ces fonds régionaux de bourses d'études, en attendant la réception du soutien des gouvernements participants. En outre, l'équipe de la Banque continue de faire preuve de diligence raisonnable en matière de rapport coût-efficacité en ce qui concerne les rapports budgétaires.

Mesure à prendre: AAU doit fournir des détails sur les dépenses liées au personnel (soumettre les fiches de présence)

ÉVALUATION À MI-PARCOURS DU PROJET

20. Les résultats du rapport à mi-parcours du projet CEA ont été présentés et il a été noté que les progrès sont manifestes pour les centres forts et porteurs d'impact et qu'ils ont poursuivi leur bonne performance. Cela s'explique en partie par leur leadership dynamique et par le fort engagement de l'université hôte. Un constat important de l'examen à mi-parcours est qu'un certain nombre de centres ont des problèmes de gouvernance et de mise en œuvre. Chacun de ces centres a fait l'objet d'une deuxième visite de supervision individuelle en avril / mai 2017 avant l'atelier, où leurs progrès ont été évalués en fonction des réunions précédentes de novembre 2017. Il est important de noter que, les missions d'appui à la mise en œuvre au cours des 6 derniers mois ont révélé que 4 d'entre les 6 centres concernés ont considérablement amélioré la gouvernance et la mise en œuvre de leurs projets. Ce sont : l'Université de Yaoundé I, (Cameroun), l'Université d'Abomey - Calavi (Bénin), l'Université Ahmadu Bello et l'Université de Jos (Nigéria). Nous sommes toujours préoccupés par les cas de l'université d'Abeokuta et l'Université du Bénin au Nigeria, qui continuent de faire face à des défis considérables de gouvernance et de gestion du projet. Néanmoins, les lacunes de ces centres ont été communiquées et il a été convenu qu'il y aura des plans d'action liés à l'échéance, une surveillance étroite par les points focaux du gouvernement national et une revue de la performance dans les 6 mois à venir. S'il n'y a pas de progrès significatifs, on procèdera à une réaffectation des fonds des centres peu performants aux meilleurs.

21. Il a été souligné et convenu que toute réaffectation ou réduction de fonds serait menée par le comité d'examen national du pays hôte. On s'attend à ce que toute réaffectation ou réduction de fonds soit basée sur le contrat de performance convenu que chaque centre a signé avec son gouvernement respectif, ce qui permet de réduire le financement par rapport au déficit de mise en œuvre du centre (L'Annexe 3 : note de revue à mi-parcours, contient d'autres détails sur l'approche de réaffectation qui sera mise à jour à la suite de l'utilisation des fonds et de l'information sur les résultats pour le prochain trimestre).

22. La décision sur la nécessité de cette réaffectation sera effectuée après septembre 2017 suite à la soumission des rapports financiers d'étape (IFR), de janvier à juin 2017, en même temps que des informations sur les réalisations des résultats pour les CEA et les visites de supervision dans les centres. Le calendrier de la restructuration proposée serait établi en coordination avec la préparation de CEA 3 pour assurer des efforts coordonnés sur les lettres de demandes du Ministère des Finances et des étapes de traitement connexes

Il y avait également un accord pour améliorer les définitions de l'IDD afin de fournir plus de clarté et de répondre à certains besoins différents des centres. Un manuel de procédures révisé avec les définitions révisées de l'IDD est joint. De plus, des commentaires sur le processus de vérification ont été notés et des approches améliorées et simplifiées seront mises en place.

RAPPORTS NATIONAUX

23. **Le Nigéria** a partagé un rapport sur l'état d'avancement de ses dix (10) CEA. Les inscriptions des étudiants ont connu une certaine augmentation et des progrès ont été réalisés dans l'environnement de l'enseignement et de l'apprentissage grâce à l'achat d'équipements et la rénovation d'installations. La collaboration entre les centres a été très novatrice et a permis d'initier un plan de renforcement des capacités. Il y a eu cependant des difficultés avec les passations de marchés qui ont ralenti la mise en œuvre. Une fois de plus, des problèmes avec la mobilisation de fonds de la banque centrale, les problèmes de sécurité et les menaces ont eu une incidence négative sur le recrutement d'étudiants régionaux. Un audit est prévu pour évaluer le plan d'action qui a été mis en place l'an dernier. L'intervention rapide du nouveau Secrétaire exécutif de NUC a permis de résoudre de nombreuses difficultés.

24. **Cameroun** : des problèmes liés aux processus d'approvisionnement de même que les lourdeurs administratives ont été soulignées. Les problèmes de gouvernance ont été résolus grâce à l'intervention de la Banque mondiale; des processus internationaux d'accréditation ont été lancés; et un incubateur de compétences en matière de génération de revenus a été introduit. Dans ce contexte, on s'attend à de nombreuses améliorations au cours des six prochains mois et à la réalisation des objectifs du projet.

25. **Benin** : des progrès significatifs ont été réalisés au cours de la période en revue. Néanmoins, des défis liés à la gouvernance du projet à la suite des récentes élections présidentielle et législative ont été signalés. Le nouveau gouvernement ne s'est pas encore engagé à poursuivre le projet, le comité de suivi n'a pas encore été créé et il y a eu des changements au niveau de la direction du centre. La mise en œuvre du projet a connu un ralentissement car certaines activités nécessitent l'implication des structures gouvernementales. Des efforts ont été déployés pour résoudre ces problèmes. Des discussions ont eu lieu avec le Ministère de l'enseignement supérieur et la Banque mondiale a été invitée à intervenir pour expliquer le projet au ministère. La Banque

mondiale a promis de discuter avec Co-TTL au Bénin afin d'élaborer des stratégies pour résoudre ces problèmes.

26. **Togo** : des progrès satisfaisants ont été réalisés mais des problèmes liés au processus de passation de marchés ont été évoqués. Dr Makthar DIOP, Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique a effectué une visite au centre.
27. **Burkina Faso** : a fait état de progrès satisfaisants dans la mise en œuvre et le décaissement des fonds, mais a noté qu'il serait utile que le gouvernement suive de plus près le projet. En matière d'accréditation internationale, une agence crédible a été contactée et les processus engagés.
28. **Sénégal** : un engagement profond du gouvernement a été signalé: le Ministre de la Santé est très dévoué pour le centre. Cependant, il existe des difficultés liées à la communication et des problèmes de motivation des enseignants. Le projet a été officiellement lancé avec la participation de tous les partenaires, ce qui donne une bonne visibilité au projet au niveau national. Le Comité national d'évaluation travaille en étroite collaboration avec les deux centres du Sénégal pour résoudre les questions de statut et les problèmes liés à la gestion du projet.
29. **Côte d'Ivoire** : une forte implication du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans le projet. Les problèmes liés au décaissement des fonds ont été réglés. Les lourdeurs administratives au Ministère des Finances restent un défi à la mise en œuvre harmonieuse des activités du projet. Compte tenu de ses particularités, le projet Changement Climatique (CCBAD) peut avoir des difficultés à réaliser des progrès significatifs dans le domaine de partenariats. Des appels ont été lancés en vue de l'élaboration des stratégies visant à assurer l'intégration des diplômés du projet CEA dans le milieu du travail.
30. **Le Ghana** a fait état d'une augmentation continue de la performance des trois projets. Tous les trois CEA ont réalisés des progrès impressionnants dans le cadre des fonds mobilisés à l'extérieure pour le soutien du projet. L'inscription continue à augmenter; des nouveaux partenariats ont été établis et les réseaux existants renforcés; et la construction et rénovation progressent. Cependant, il y a toujours de défis concernant les partenariats industriels et l'importation de matériel de laboratoire pour la recherche.
31. **Gambie**: les récents bouleversements politiques ont eu un impact négatif significatif sur la mise en œuvre du projet CEA. Cependant, le nouveau gouvernement a mis en place une nouvelle équipe très engagée et qui est à pied d'œuvre pour faire avancer le projet. Il existe des problèmes de connectivité Internet ainsi que des problèmes liés aux conditions de travail et de vie des étudiants gambiens dans certains pays hôtes. La Gambie travaille

en étroite collaboration avec d'autres partenaires CEA pour poursuivre les objectifs du projet.

32. Au cours des discussions, le CPP a noté que la motivation est importante, mais reste également une question très délicate et a mis en garde contre la création de nouveaux cadres qui peuvent compromettre le fonctionnement des universités et qui ne peuvent pas être durables après la fin du financement de la Banque mondiale.

PRINCIPALES PROCHAINES ÉTAPES

33. Les principales prochaines étapes présentées par la Banque mondiale sont liées aux finances, à la passation de marché, à la vérification, aux décaissements et aux activités générales de mise en œuvre du projet comme indiqué dans le tableau ci-dessous:

DÉSIGNATION	ACTIVITÉS PROPOSÉES	DATES	RESPONSABILITÉ
Rapport financier & d'approvisionnement	Soumission du rapport d'audit financier de 2016	30 juin 2017	CEA
	Audit de passation de marchés	30 juin 2017	CEA
	Rapport intérimaire	15 août 2017	CEA
	Fin de la passation des marchés des travaux de génie civil	30 septembre 2017	CEA
	Soumission des plans de travail annuels et des plans de passation de marchés	30 octobre 2017	CEA
	Validation des plans de travail annuels et des plans de passation de marchés	Novembre 2017 (à l'atelier de novembre 2017)	BM/AUA
Vérification & décaissements	Commentaires des centres sur le projet de rapport sur la vérification	26 mai 2017	CEA
	Présentation des ILD 2.7 sur les certificats nationaux d'accréditation	26 mai 2017	CEA
	Transmission des lettres de vérification (i) ILD 2.1-2.4 (vérification des résultats de la deuxième phase) (ii) ILD 2.5 accréditation nationale (iii) ILD 2.7 génération de revenus (iv) ILD 2.8 exercice vérification	30 juin 2017	AUA
	Lettre de validation de la Banque mondiale à tous les pays	30 Juillet 2017	BM
	Soumission des demandes de retrait	15 août 2017	CEA

DÉSIGNATION	ACTIVITÉS PROPOSÉES	DATES	RESPONSABILITÉ
	Vérification des ILDI 2.6 recherche et publications	30 Juillet 2017	AUA/BM
	Vérification CDI CEA –présentation des résultats	Septembre 2017	CDI CEA
	Vérification des résultats de projet CDI CEA	Octobre 2017	AUA/BM
Appui à la mise en œuvre & supervision	WebEx avec les CEA sélectionnés au besoin	A planifier	AUA/BM
	Réunions du comité national d'évaluation – une réunion par pays	Mai– Novembre 2017	Comités nationaux d'évaluation
	Missions de supervision aux CEA CDI	Juillet 2017	AUA/BM/Point focal national
	Conférence audio	6 juillet 2017 13 septembre 2017	AUA/BM/CEA
	Ateliers/réunion pays organisés par la BM/les centres sur la passation de marchés	Août 2017	BM
	Réunion virtuelle du comité de pilotage régional	Août 2017	Comité de pilotage
	Missions de supervision dans les CEA sélectionnés	Septembre/Octobre 2017	AUA/BM/ Point focal national
	11ème réunion de CPP	6 novembre 2017	AUA/BM
	Atelier conjoint CEA 1 et CEA 2	7-9 novembre 2017	AUA/IUCEA/BM

34. . Plus précisément

Annexe 1

- Le programme de la réunion est présenté à l'annexe 1,